

ENTRÉE

GRATUIT

LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke
MARS 2006 • Vol. 21 • No. 2 • 114^e numéro

De la santé au privé (page 2)

Les conservateurs et le libre-choix (page 4)

L'avenir de l'assurance-chômage (page 5)

Lecture : Le siècle des féminismes (page 8)

8 mars 2006

Pour une réelle égalité : toujours engagées !

PAR BARBARA LEGAULT • RESPONSABLE DE LA MOBILISATION ET DE LA COORDINATION DU QUÉBEC DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC

Le 8 mars 2006 frappe à nos portes et fera résonner à travers le Québec une préoccupation au cœur de nos luttes féministes depuis des décennies : *Pour une réelle égalité : toujours engagées !* L'égalité pour laquelle nous sommes toujours engagées est multiple, et pour qu'elle soit réelle, doit comporter l'égalité de droit et l'égalité de fait ; l'égalité économique, politique, sociale... L'égalité, c'est aussi l'égalité entre les femmes elles-mêmes ici au Québec et l'égalité entre les femmes d'ici et les femmes d'ailleurs !

En 2005, dans le cadre des actions de la Marche mondiale des femmes, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, fondée sur des valeurs d'égalité, de justice, de liberté, de solidarité et de paix, a fait le tour du monde, s'arrêtant dans plus de 50 pays, régions et territoires des cinq continents. Le 8 mars prochain, les femmes du Québec auront l'occasion de se pencher sur nos luttes pour l'égalité et sur ce que cela signifie dans nos engagements comme féministes et comme femmes, dans notre vie sociale, politique, familiale et professionnelle.

En 2005, dans le cadre des actions de la Marche mondiale des femmes, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, fondée sur des valeurs d'égalité, de justice, de liberté, de solidarité et de paix, a fait le tour du monde, s'arrêtant dans plus de 50 pays, régions et territoires des cinq continents.

En guise d'amorce de réflexion, je vous propose de re-

prendre ici quelques-unes des affirmations sur l'égalité que nous avons mises de l'avant, avec des milliers de femmes du monde, dans la Charte mondiale des femmes pour l'humanité :

Tous les êtres humains et tous les peuples sont égaux dans tous les domaines et dans toutes les sociétés. Ils ont accès égal aux richesses, à la terre, à un emploi digne, aux moyens de production, à un logement salubre, à une éducation de qualité, à la formation professionnelle, à la justice, à une alimentation saine, nutritive et suffisante, aux services de santé physique et mentale, à la sécurité pendant la vieillesse, à un environnement sain, à la propriété, aux fonctions représentatives, politiques et décisionnelles, à l'énergie, à l'eau potable, à l'air pur, aux moyens de transport, aux techniques, à l'information, aux moyens de communication, aux loisirs, à la culture, au repos, à la technologie, aux retombées scientifiques. L'ensemble des tâches non rémunérées, dites féminines (...) (travaux domestiques, éducation, soin aux enfants et aux proches) sont des activités économiques qui créent de la richesse et qui doivent être valorisées et partagées.

Les échanges commerciaux entre les pays sont équitables et ne portent pas préjudice au développement des peuples.

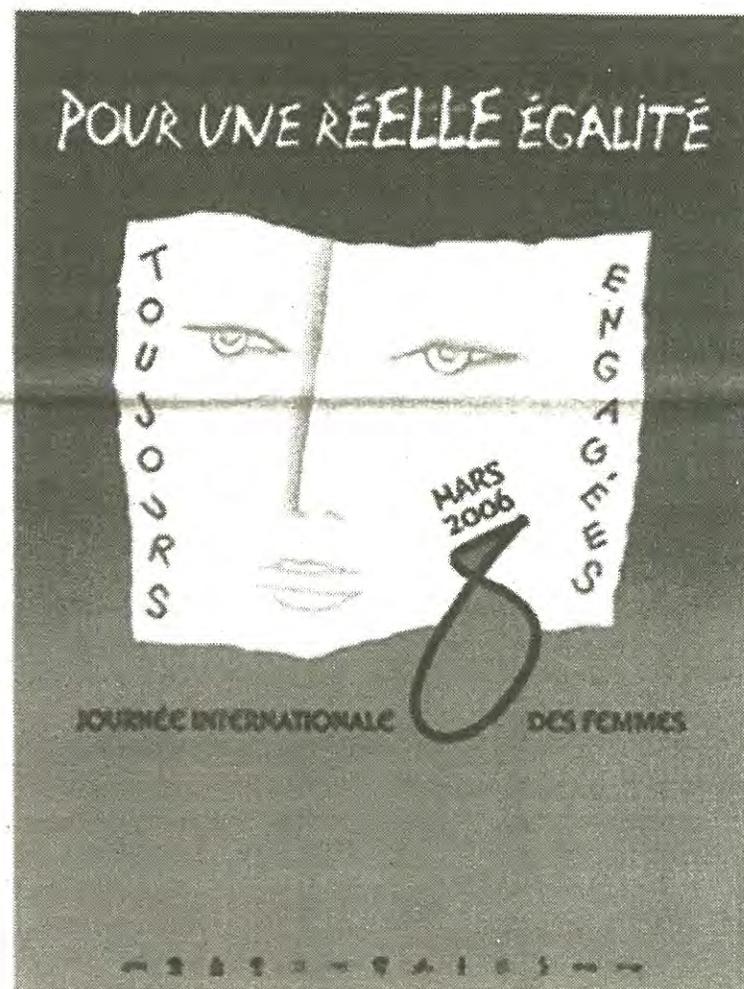
Aucune condition humaine ou condition de vie ne peut justifier la discrimination.

Toujours engagées

Le 8 mars prochain sera un moment de réflexion sur nos luttes pour l'égalité. Ce moment offrira également une occasion de vivre la solidarité entre toutes ces femmes qui depuis un an, dix ans ou 40 ans, luttent pour l'égalité, que ce soit sur la place publique ou dans tous les grands et petits moments de leur vie.

La Fédération des femmes du Québec lève son chapeau à toutes celles qui sont encore et toujours engagées !

Source : Site Web de la Fédération des femmes du Québec
www.ffq.qc.ca/



Les membres du Collectif 8 mars national lancent cette année la couleur orange comme moyen de s'identifier comme féministes. Elles souhaitent que cet outil d'identification devienne permanent tout comme le ruban blanc contre la violence et la guerre, le ruban jaune contre le cancer, le ruban vert pour les écologistes, etc.

Dernier souper/conférence de la Décennie pour l'élimination de la pauvreté : bilan - conjoncture actuelle - perspectives « 10 ans de lutte contre la pauvreté... et maintenant »

Conférenciers : Fabien Leboeuf et Viviane Labrie

Mercredi 29 mars 2006 - 17 h 15 Cégep Pavillon 6, entrée sur la rue Terrill

Coût : 10 \$ régulier

6 \$ étudiants/étudiantes/sans emploi

Organisation : CSI - Développement et Paix - Pastorale sociale - Service de travail social du Cégep de Sherbrooke - TACAE

ÉDITORIAL

La santé

À s'en rendre malade !!!

À la suite d'une décision de la Cour suprême du Canada sur la question de la place du privé lucratif dans le domaine de la santé (appelé le jugement Chaoulli), le gouvernement du Québec s'est vu forcé de répondre par une réforme de ses lois dans ce domaine.

Prenant excuse de ce jugement, le gouvernement Charest a annoncé une certaine ouverture au privé lucratif dans le domaine de la santé. Évidemment, plusieurs ont poussé un « ouf » puisqu'il ne semble pas trop ouvrir la porte. Cette ouverture constitue tout de même un bond important dans l'attaque contre le système de santé gouvernemental. Bien sûr, nous comprenons tout à fait les personnes désirant se faire soigner au plus vite lorsqu'elles sont aux prises avec des maux difficilement supportables. MAIS...

Des questions à réflexion...

Quelques questions à se poser sur l'effet à moyen et long terme d'une place de plus en plus grande du privé lucratif en santé. Qui pourra concrètement se payer (directement ou par l'intermédiaire d'assurances privées) l'accès à des cliniques privées ? Pensez-vous réellement que les compagnies d'assurances assureront les personnes déjà malades ou susceptibles de l'être sous peu ? Si le gouvernement est prêt à déboursier pour assumer les coûts au privé, pourquoi ne pas investir cet argent dans le système public ? S'il y a pénurie de personnel médical actuellement au public, où le privé ira-t-il chercher son propre personnel ? S'il y a pénurie de main d'œuvre au privé, n'y aura-t-il pas aussi une liste d'attente ? N'est-ce pas le gouvernement lui-même qui a créé la situation alarmante actuelle dans le système de santé, et ce, par les coupures budgétaires et le manque de planification évident (pour les médecins particulièrement) ? Pourquoi ne parle-t-on jamais des conditions de travail du personnel des cliniques privées autre que les médecins (comparaison de salaire du personnel non médical par exemple) ? Et une tonne d'autres questions peuvent être soulevées !

Une attaque contre la collectivité !

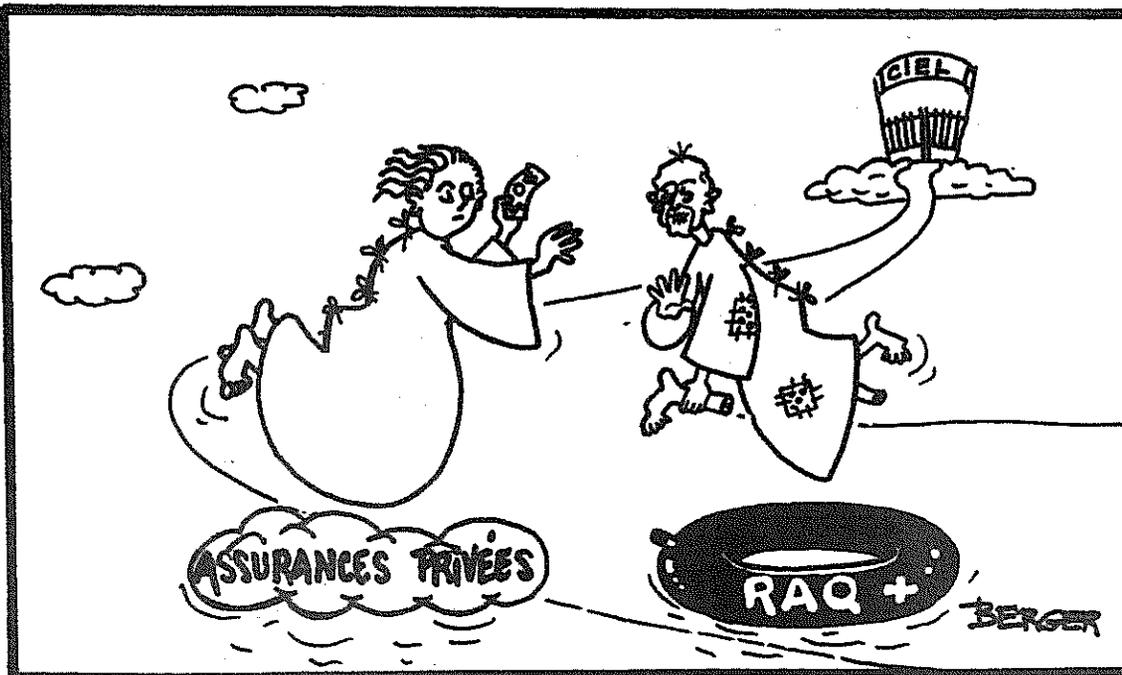
Pourtant, la juge de la Cour supérieure du Québec (que l'on ne peut étiqueter à gauche...) a conclu dans son jugement « que l'accroissement des soins de santé privée, aurait indubitablement un effet négatif sur le système de santé public. La preuve indique que, au lieu de contribuer à diminuer les listes d'attente du système public, un système parallèle risque de les aggraver et entraînera vraisemblablement une réduction du financement du système public par l'État ». Reviendrons-nous en arrière ? Rappelons qu'avant la mise en place du système québécois public de santé, la maladie représentait la plus importante cause d'endettement pour les familles et les individus. Sommes-nous prêts et prêtes à revivre cette situation ?

À nous le public !

Entrée Libre, tout comme des centaines de citoyens et citoyennes, constate l'urgence d'apporter des correctifs importants dans la gestion du système de santé public québécois. Cependant, nous adhérons au courant qui exige que cela se fasse à l'intérieur d'un système de santé public. D'ailleurs, plusieurs pistes de solution sont sur la table qui ne risquent pas de « scrapper » ce dernier. Le gouvernement Charest va en consultation avec ses nouvelles orientations. Il nous faudra donc être vigilants et vigilantes et nous mobiliser pour arrêter cette glissade du privé lucratif en santé (faire de l'argent sur le dos des malades!). Comme si le privé était la réponse magique à la situation actuelle, aux différents maux de la société ! Rappelons que plusieurs de ces maux proviennent directement de ce privé miracle : bas salaire, conditions de travail indécentes, fermetures d'usines, etc.

OUI au système de santé public au Québec !
NON au privé lucratif sur le dos des malades !
NON à la médecine à deux vitesses !

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



Ça laisse songeur...

Le Trouble²

PAR CLAUDE DOSTIE JR

Bien fin celui ou celle qui peut prédire à quoi ressemblera le futur. Jouons donc aux fins fins, voulez-vous ?

Tout d'abord, avouons que notre diagnostic est tout à fait alarmiste. C'est qu'on ne peut ignorer le facteur d'accélération de certains phénomènes. En premier lieu, il y a la population qui, on le sait depuis Malthus¹, augmente dans des proportions autrement plus géométriques que les ressources de cette terre. On aime bien oublier cette réalité. Or, cette réalité nous rattrape.

L'énergie, avant la nourriture, est la première denrée affectée par une trop grande demande. Il est rare que nos téléjournaux fassent le point sur les réserves pétrolières mondiales. Or, le tableau ressemble à peu près à ceci : bien que la production ait augmenté après les chocs pétroliers des années 1970, les réserves s'épuisent. Rapidement.

Kunstler, dans *La fin du pétrole* (Plon 2005), affirme (comme d'autres) que le sommet de production mondiale a déjà été

atteint et que, la consommation s'accéléralant, il ne reste du pétrole que pour à peine 35 ans. Et, chers hippies, oubliez l'éolien ou le solaire, ils ne nous permettront jamais de remplacer l'énergie fossile à bon marché. Pour l'hydrogène, on est loin de la coupe aux lèvres. Le nucléaire sera probablement le dernier retranchement de notre civilisation productiviste. Cheers everybody !

Trente-cinq ans, ce n'est qu'une statistique bien sûr. Ça ne veut évidemment pas dire qu'il nous reste 35 ans de bon temps.

Cela dit, pour le bon temps, on repassera. Vous ne trouvez pas que, depuis 2000, nous sommes entrés justement dans ce nouveau monde ? Cliché en sus, il est vrai qu'une grande puissance qui prend possession frauduleusement de la deuxième réserve de pétrole au monde, ce n'est pas banal. Il est aussi inquiétant de voir que celle-ci, avant de tenter son coup fumant, s'est premièrement enfoncée jusqu'aux limites de la tolérance chinoise et russe, en Asie centrale pour pomper le pétrole à même la mer Caspienne. Qui pensent ici que les Chinois, les Russes, les

Européens et les Américains se partageront pacifiquement les quelques gouttes de pétrole qui reste ?

La crise énergétique, cela dit, en est une de consommation avant d'en être une d'approvisionnement. Autrement dit, il ne suffit pas de changer de sources d'énergie et de repartir la machine. Plus de pétrole ? Pas grave, y nous reste les marées, le vent et le soleil, on devrait pouvoir faire quelque chose avec ça, non ? Or, les combustibles fossiles ont permis à l'homme de développer et de faire fonctionner des systèmes éminemment complexes, à une échelle gigantesque. Ce sont ces systèmes qui sont appelés à disparaître.

Du trouble au carré

D'ici dix ans donc, et peut-être avant, le monde sera confronté à une crise énergétique sans précédent qui provoquera des crises internes et externes, économiques autant que sociales, qui, si elles ne sont pas prévues immédiatement et gérées, en temps et lieu, intelligemment, c'est le trouble au carré qui nous attend.

1-1869 : Doctrine qui préconisait la limitation des naissances par la contrainte morale

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau
Louise Daigle
Claude Dostie Jr
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Benoît Pilotte
Francis Poulin
Valérie Provost

Mise en page
Louise Daigle

Correction

Louise Daigle

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Mélissa Boily
Barbara Legault
Angèle Legris
Micheline Plante
Denis Poudrier

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Distribution Assurément AVODA

Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

Rpm

Semaine de lutte contre le patriarcat et l'homophobie

PAR VALÉRIE PROVOST

Le Collectif contre le sexisme et l'homophobie, formé de plusieurs collégiens, collégiennes et universitaires de Sherbrooke, organise la semaine « Femmes et hommes socialement modifié-e-s - Une construction à déprogrammer », qui se tiendra du 6 au 9 mars 2006.

Pour la première fois cette année, ce collectif sherbrookoise a décidé de s'unir pour une semaine complète d'événements de sensibilisation et de discussion sur des sujets entourant le sexisme et l'homophobie. Axée sur quatre thématiques, la Semaine permettra aux personnes intéressées de réfléchir sur la normalisation des genres, la marchandisation du corps des femmes, la violence faite aux femmes, gays, lesbiennes, bisexuel-le-s et transgenres, ainsi que sur la discrimination économique des femmes.

En plus de briser des tabous qui subsistent dans la société actuelle, le but de la Semaine de lutte contre le patriarcat et l'homophobie est de faire réaliser, par l'information et la discussion, des faits que plusieurs personnes ne s'avouent pas de nos jours : même au

Québec, le sexisme existe, de même que l'homophobie et le rejet des gens qui ont une sexualité ou une vie amoureuse dites « hors normes ». De plus, les membres du Collectif visent, par cette semaine de sensibilisation, à aider à l'éclatement des définitions du couple, de l'amour et de la sexualité, hors desquelles il est encore difficile de se faire accepter.

Des activités de discussion, des kiosques d'information, une distribution massive de documents d'information et une exposition de photos auront lieu du lundi au vendredi, au Cégep, à l'Université et au centre-ville. De plus, une marche pour souligner la Journée internationale des femmes sillonnera Sherbrooke, le mercredi 8 mars. Pour informations : 346-1874 (AECS).

Lundi 6 mars	Mardi 7 mars	Mercredi 8 mars	Jeudi 9 mars
<p>De 11h à 13h : Kiosques du Centre des Femmes Immigrantes et de Sos grossesse Cégep de Sherbrooke</p> <p>Kiosque du Centre de santé des Femmes Université de Sherbrooke - Faculté des lettres et sc. Humaines (FLSH)</p>	<p>De 11h à 13h : Kiosque du Centre des Femmes Immigrantes Université - FLSH</p> <p>19h : Projection de films - « Ces femmes qui tuent » et courts métrages des Panthères Roses. Le Tremplin</p>	<p>De 11h à 13h : Kiosques de Sos grossesse et du Centre des femmes La Parolière Université - FLSH</p> <p>Kiosques de La Parolière et du Centre de santé des femmes Cégep</p> <p>De 12h à 13h : Discussion sur la marchandisation du corps avec Pascale Camirand, éthicienne féministe Université - Salon FLSH</p> <p>18h : Marche de la Journée internationale des Femmes, pour tous et toutes. Rassemblement devant l'Hôtel de Ville</p>	<p>De 11h à 13h : Kiosque du Centre de santé des femmes Cégep</p> <p>19h : Soirée de clôture - Exposition de photos Bistro Les Beaux Dimanches</p>

Féminisation et Démocratie

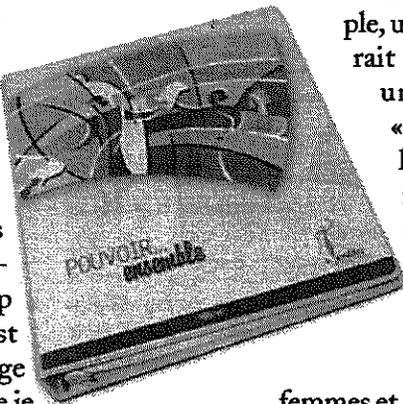
PAR CAROLE GASCON

C'est plus long mais c'est plus démocratique, à mon avis ! La vraie démocratie demande naturellement plus de temps. Il faut consulter réellement et davantage. Pour ce faire, nous devons inviter les gens à participer aux décisions. Il est souvent question du manque d'intérêt de la population dans plusieurs domaines. Le manque d'implication s'étend jusqu'au geste d'aller voter quelques fois au cours des ans.

Mise à part la fourberie, la trahison ou l'incompétence constatées dans le milieu politique, y aurait-il une autre cause à ce désintéressement ? L'accessibilité aux informations justes me semble être un facteur important pour comprendre différents sujets.

La vulgarisation des termes est indispensable. En effet, il n'est pas donné à tous et à toutes la facilité d'exprimer, dans un langage simple, les informations nécessaires. Il faudrait donc prendre le temps de changer notre façon de nous adresser aux autres et à un rythme permettant une compréhension suffisante. Trop souvent, les sujets à connaître sont traités comme étant adressés à un public spécialisé dans différents domaines.

Pour ce qui est des femmes, on les invite et les attend depuis longtemps. Je crois que si l'on s'adressait encore plus directement à elles en prenant la peine de féminiser les termes et les accords, elles se sentiraient plus concernées. Ce serait probablement plus long en parole et en écriture mais pas nécessairement beaucoup plus lent. C'est un apprentissage possible puisque je le fais. En parole, j'avooue que c'est ardu. Le réflexe des vieilles habitudes est fort. Toutefois, c'est plus facile par l'écriture et c'est une très bonne pratique aidant à la parole.



Depuis l'enfance, les dialogues et les discours se disent au masculin dès qu'il s'agit des deux sexes. C'est tellement ancré que nous le faisons parfois et même souvent entre femmes. Par exemple, une femme dirait facilement à une autre : « Tout va tellement vite de nos jours ; on devient fou ». Imaginons un groupe composé de plusieurs femmes et d'un homme. Allons-nous féminiser l'échange au complet comme s'il n'y avait pas d'homme présent ? J'en serais très surprise. Par contre, allons-nous tout masculiniser ? J'en serais moins sur-

prise. Comme je le mentionnais plus haut, nous le faisons souvent entre femmes.

Place à la dualité !

La langue française possède, paraît-il, l'avantage de permettre une grande précision par ces multiples nuances. À mon avis, elle accentue par contre une dualité, soit un tiraillement parfois entre le féminin et le masculin. Nous pouvons améliorer la situation

en transformant nos habitudes d'expression. Les femmes tant attendues entendront mieux et avanceront probablement enfin. Cet exercice nous ralentirait peut-être mais la démocratie s'en porterait mieux. L'information en général suivrait un rythme nous rendant ainsi les divers champs de réflexion et d'action accessibles. Protéger la langue française ? Oui et aussi améliorée pour une *pluss* vraie démocratie ! À mon avis !

Pouvoir... ensemble

Le document de référence et d'animation *Pouvoir... ensemble* illustre l'effervescence des dizaines de projets qui fleurissent partout au Québec pour inciter les femmes à investir la politique municipale. L'ouvrage est le fruit d'une collaboration entre le Centre-Femmes La Jardilec, de Saint-Jean-Port-Joli, et la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes de l'Université Laval. « Même si la loi garantit le droit de vote et l'égalité des femmes et des hommes, c'est encore la tradition masculine qui définit les pratiques dans le monde de la politique », rappelle Pierrette Bouchard, titulaire de la Chaire. À preuve : « Dans 139 pays répertoriés par l'Union interparlementaire, les hommes représentent encore 85 % des élus. » (418) 598-9677 ou jardilec@globetrotter.net

Source : *La Gazette des femmes*, janvier-février 2005 Vol. 26, n° 4

MÉDIA

Médias et campagne électorale

Le mouvement de mobilisation pour la sauvegarde de la station CHOI-FM de Québec à l'été 2004 et la récente entrée au pouvoir du Parti conservateur (PC) à Ottawa donnent l'impression d'être liés par un filon politique. En effet, la revendication d'une défense de la liberté d'expression sans limite semble plutôt s'être avérée comme une défense des valeurs sociales et politiques prônées par le PC. Un sondage réalisé auprès d'auditeurs et d'auditrices de la station a révélé que 85 % d'entre eux n'avaient jamais participé à une activité d'ordre politique avant que la menace de fermeture de la station ne soit présentée sous cet angle. De plus, les personnes interrogées ont été fortement influencées par les propos des animateurs de CHOI. Or, ce phénomène de réduction politique apparaît être en partie à l'origine du comportement électoral de l'auditoire de CHOI. Sinon, comment expliquer que ces personnes appuient dans une bonne proportion les mêmes partis politiques (Action démocratique du Québec et Parti conservateur du Canada) que la station ?

André Arthur et CHOI

Dans un même ordre d'idées, l'élection de l'ex-animateur de la station CHOI, André Arthur, vient alimenter le discours autour de CHOI et de ses tendances politiques. Élu comme député indépendant, il veut se lancer à la défense de la station et pose ses espoirs sur le PC pour redonner à CHOI sa licence. Le propriétaire de la station, Patrice Demers, compte sur l'intervention du chef du PC Stephen Harper auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour reprendre possession de sa licence. Le programme du PC prévoit assurer le respect de la liberté d'expression et une réduction du rôle du CRTC dans la réglementation du contenu. Reste à voir si ce parti saura conserver l'appui de la « population pro-CHOI » si le CRTC lui tient tête...

Tendances électorales

Un sondage réalisé en décembre 2005 a révélé que 75 % des Canadiens et Canadiennes étaient satisfaits de la couverture médiatique de la campagne électorale fédérale. Ce sondage a été repris auprès des mêmes personnes à la mi-janvier 2006. Une différence majeure s'est dessinée entre les deux sondages : 40 % des électeurs et électrices ont avoué que les journalistes semblaient souhaiter une victoire du Parti conservateur alors que c'est dans la même proportion que les gens sondés en décembre croyaient plutôt en une préférence pour le Parti libéral. Ce revirement aurait-il été influencé par les médias ? Il semble que oui. Une analyse de la firme d'experts *Influence communication* a révélé que Stephen Harper avait réussi à attirer l'attention des médias de façon croissante tout au long de sa campagne, obtenant jusqu'à 55 % de la couverture médiatique en fin de course. Par ailleurs, les libéraux n'ont occupé que 20 % de cette couverture en fin de campagne. Il serait donc raisonnable de penser que les médias ont influencé la campagne électorale, et ce, tant par la publication de sondages que par la couverture elle-même. Devant ce constat, le Collectif régional d'éducation sur les médias d'information (CRÉMI) se questionne sur la façon dont les médias d'information traitent les événements dans le cadre électoral.

Sources : *La Tribune*, *La Presse* et *Le Devoir*, décembre 2005 et janvier 2006

PAR ANNIE FOREST • CRÉMI



Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101

Arrivée des conservateurs... devons-nous avoir peur ?

PAR MÉLISSA BOILY • COLLECTIF POUR LE LIBRE CHOIX DE SHERBROOKE

Avec l'arrivée au pouvoir du candidat conservateur Stephen Harper comme chef du pays, il faut redoubler de prudence pour s'assurer de conserver nos droits en matière d'avortement qui, malheureusement, sont trop souvent bafoués.

Nous avons encore une fois été témoin de la remise à l'agenda de ce dossier durant la campagne électorale. Des allégations faites par le Parti libéral voulant que le Parti conservateur souhaite retirer aux femmes le droit de décider librement d'interrompre ou non leur grossesse, sont encore venues mettre ce parti sur la sellette. Évidemment, pour limiter les critiques négatives de son électorat, S. Harper s'est tout de suite empressé de démentir ces propos. Effectivement, lors de leur dernier congrès, les militants conservateurs avaient rejeté l'idée de légiférer sur l'avortement. Rien d'inquiétant nous diriez-vous ? À priori, nous croyons que la simple remise en question de cette politique demeure un recul important en soi.

Crainte d'un vote individuel

Ce qui nous interpelle davantage c'est que, sans nécessairement faire passer une loi qui recriminaliserait l'avortement, S. Harper pourrait, toutefois, faire en sorte de désigner au pouvoir des personnes qui ont des convictions politiques ou des valeurs anti-choix. Sachant, du même coup, que celui-ci permettrait aux différents membres du Parlement d'adopter des positions indi-

viduelles et de voter librement, cela pourrait mettre en branle des motions, des décisions qui, assurément, feraient régresser les droits des femmes. Malgré qu'il soit actuellement élu sous un gouvernement minoritaire, il en demeure, qu'à long terme, des mesures pourraient être prises qui auraient des réper-

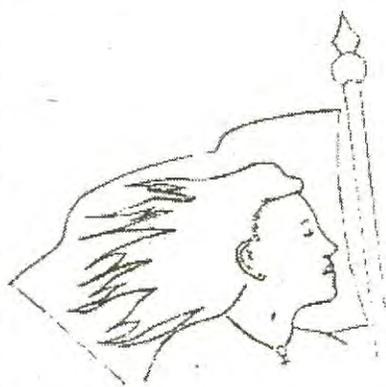


Illustration : Collectif pour le libre choix

La vigilance est de mise : à titre informatif, Action Canada pour la population et le développement (ACPD), organisme de défense des droits de la personne (femmes, hommes, enfants) basé à Ottawa, a fait l'analyse que 71 % des députés qui composaient le cabinet conservateur au moment de l'annonce de l'élection s'affichait anti-choix, alors que 6 % était pro-choix. Le 23 % restant n'a tout simplement pas émis d'opinion.

cussions importantes sur nos législations. Par exemple, nous savons qu'auparavant, des tentatives avaient déjà été entreprises par un autre parti, afin de réviser la nécessité médicale de la pratique de l'avortement. Doit-on s'attendre à la même chose de S. Harper ? À la lueur de toutes ces constatations, pouvons-nous avoir confiance en sa promesse ? Sans s'attaquer directement à l'avortement, aura-t-il d'autres alternatives plus sournoises pour arriver à ses fins ? Devons-nous nous préparer à vivre un retour en arrière ?

Crainte pour la liberté de choix

Comme groupe de défense de droits en matière de libre choix face aux grossesses imprévues, nous sommes toujours très préoccupées par ces controverses qui ont lieu autour du dossier de l'avortement. Sachant qu'actuellement plus de 200 000 femmes dans le monde meurent chaque année des suites d'avortements clandestins, nous demeurerons vigilantes et à l'affût de toute atteinte à la liberté de choix des femmes. Nous continuerons ainsi à revendiquer la sécurité, la gratuité et l'accessibilité pour toutes les femmes à des services d'avortement.

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

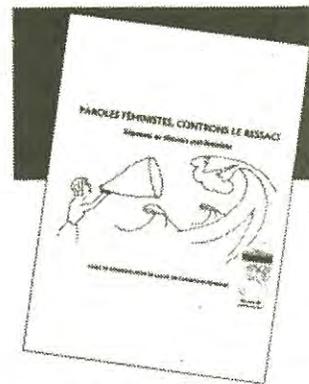
Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir



En novembre 2005, la Table de concertation de Laval en condition féminine publiait la brochure *Paroles Féministes, controns le ressac ! Réponses au discours anti-féministe*. Cet ouvrage questions-réponses collige des arguments contre la thèse insidieuse voulant que les Québécoises aient conquis l'égalité, et plus. La brochure est en vente au coût de 7 \$. Téléphone : (450) 682-8739

Source : *La Gazette des femmes*, Janv.-fév. 2006, Vol. 27 n° 4

CHÔMAGE

Harper, Finley, Charest... disciples de la privatisation !

Que pouvons-nous espérer du nouveau gouvernement canadien ? La présence du Parti conservateur à la tête d'un gouvernement minoritaire sera-t-elle profitable à la population active du Canada ?

Regard en arrière

Bien que je désire sincèrement regarder l'avenir positivement, j'ai beaucoup de difficulté à conserver l'espoir de voir poindre, à court terme, une amélioration des conditions économiques des chômeurs et chômeuses. Un simple regard sur l'histoire nous rappelle que ce sont les conservateurs qui ont décidé en 1990 que le gouvernement canadien ne verserait plus aucun sou dans le régime d'assurance-chômage. Ils sont aussi les initiateurs des premières réformes négatives en 1990 et 1993 ayant contribué à une importante diminution de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage.

Lors de la dernière campagne électorale, les conservateurs n'ont pas mis trop d'emphase sur la question de l'assurance-chômage. Toutefois, les quelques remarques entendues à ce sujet vont toutes dans le même sens. Questionné sur sa position, le candidat conservateur dans la circonscription de Sherbrooke, Marc Nadeau, a déclaré que son parti encouragerait la mise sur pied d'un programme d'assurance-emploi indépendant... Le nouveau premier ministre, Stephen Harper a aussi promis de rendre l'assurance-emploi indépendante du gouvernement.

De la «Caisse autonome» au «Régime privé»...

Il n'est plus question de simplement protéger la caisse d'assurance-chômage afin de mettre un terme à son détournement par le gouvernement. La volonté des conservateurs est clairement la privatisation de l'assurance-chômage. C'est évidemment le pire scénario auquel nous pouvions faire face. Il n'est donc pas surprenant de constater le choix de Stephen Harper lors de la constitution de son cabinet ministériel. La nouvelle ministre des Ressources humaines et du développement social, Diane Finley, est toute désignée pour entreprendre cette désastreuse transformation. En effet, cette dernière est activement impliquée au Conseil canadien des sociétés publiques-privées, un organisme prônant le démantèlement de l'État via les Partenariats Publics Privés (PPP). Vous conviendrez que son accession à ce ministère n'est sûrement pas le fruit du hasard.

Notre seul espoir réside dans la fragilité actuelle du pouvoir du Parti conservateur qui devra s'allier à un autre parti ou à des député-e-s d'autres partis avant de concrétiser ce projet de privatisation. Cependant, tout porte à croire qu'il préparera le terrain afin de procéder rapidement s'il devenait, un jour, majoritaire à la Chambre des communes.

NON au démantèlement de l'État !
NON à la privatisation !
POUR un régime universel d'assurance-chômage !

PAR DENIS POUDRIER • MCCE

Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980 (819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke QC J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

À la découverte du Togo

PAR ANGÈLE LEGRIS • DÉVELOPPEMENT ET PAIX

Depuis plusieurs décennies, la population togolaise évolue dans un climat d'injustices et de libertés restreintes en raison de la mainmise du régime répressif du gouvernement actuel. Malgré ce régime qui pousse la société civile togolaise à agir dans l'ombre, de plus en plus d'organisations prennent position à travers l'émergence de nombreux mouvements populaires et lancent des appels de mobilisation pacifique pour lutter pour un retour à la démocratie. Une coalition d'une trentaine d'organisations lutte pour le respect des droits individuels et collectifs et mène des actions visant à aider les communautés de base.

Le travail de Développement et Paix au Togo vise à renforcer le travail des partenaires qui appuient l'émergence de la société civile. Actuellement, l'organisme soutient cinq groupes importants et aide à leur financement. Ce support favorise le développement d'une culture démocratique qui, croit-il, passe par le travail d'éducation civique.

La culture à travers les femmes togolaises

Pour en connaître davantage sur ce pays, Développement et Paix Estrie présente quelques activités dont une exposition de photos *Portraits de femmes togolaises* qui s'est tenue tout au long du mois de février à la Nef du Centre d'arts, rue King Ouest à Sherbrooke.

Cette exposition se voulait une occasion de découvrir une autre culture de l'intérieur, grâce à l'expérience d'une quinzaine de femmes d'horizons socioculturels divers. En prenant connaissance du parcours de ces femmes et de leurs réponses aux questions posées sur leurs rêves, leurs ambitions, on s'aperçoit que les relations hommes-femmes, que les difficultés particulières auxquelles font face les femmes et les jeunes filles togolaises ne sont pas si différentes que celles auxquelles sont confrontées les Québécoises d'aujourd'hui. La violence, la discrimination, les conditions de travail, la pauvreté font partie de la réalité quotidienne des femmes partout dans le monde.



Photo : Développement et Paix

Portrait d'une Togolaise apparaissant sur l'affiche de l'exposition de photos

C'est un appel à la solidarité que ces femmes ont voulu lancer. L'exposition s'est clôturée par un 5 à 7 et a donné l'envoi à la campagne de financement de Développement et Paix. Une des stagiaires, Caroline Pascal, qui s'est rendue au Togo et a rencontré les femmes dont les photos ont fait partie de l'exposition, a témoigné de son expérience dans ce pays. À cette occasion, musique et chants ont été offerts par le porte-parole de l'organisme, Olivier Brousseau et une dégustation de mets togolais a suivi.

Visite en région

Les 24, 25 et 26 mars, une Togolaise, Sélome Adoussi, sera à Sherbrooke, à l'occasion de la Campagne de financement de Développement et Paix.

Chaque année, lors de cet événement, l'organisme invite un de ses partenaires des pays du Sud à venir témoigner du travail de Développement et Paix dans leur région et d'expliquer comment les dons recueillis sont utilisés. Mme Adoussi est économiste et possède une maîtrise en Sciences économiques. Elle est actuellement chargée de projet pour INADES-formation Togo. Il s'agit de l'Institut africain pour le développement économique et social. Mme Adoussi participera à diverses activités à Sherbrooke et dans les environs, bientôt annoncées dans les journaux et sur le site Internet de Développement et Paix Estrie www.dp-sherbrooke.org

Pour informations, téléphonez au (819)822-3178.

Femmes et pouvoir politique à travers le monde

Ellen Johnson-Sirleaf, nouvelle présidente du Liberia, première femme à diriger un pays d'Afrique a été élue le 16 janvier 2006. « Ma victoire, a-t-elle dit, encouragera grandement les Africaines à briguer les plus hauts postes politiques. Je m'attends à ce que plusieurs y réussissent dans la prochaine décennie. »

Michelle Bachelet, candidate socialiste, a remporté l'élection présidentielle du Chili le 15 janvier 2006 avec plus de 53 % des voix, devenant ainsi la première femme à accéder à ce poste suprême dans ce pays qui se débat encore avec les séquelles de la dictature d'Augusto Pinochet.

Tarja Halonen, présidente sortante, la sociale-démocrate a été réélue à la tête de la Finlande jusqu'en 2012. Elle a gagné l'élection contre les conservateurs.

Angela Merkel, a été élue première chancelière de l'Allemagne en novembre 2005. Angela Merkel vient de l'Allemagne de l'Est.



MIEUX CONSOMMER

Mieux consommer pour demain, c'est poser des gestes aujourd'hui.

Économies sur mesure.

Le Diagnostic résidentiel MIEUX CONSOMMER est une analyse de votre consommation d'énergie selon les caractéristiques de votre résidence et de vos appareils, vos habitudes et le climat local. Obtenez gratuitement des recommandations personnalisées en remplissant le questionnaire à www.hydroquebec.com/mieuxconsommer ou en commandant un exemplaire, au 1 800 Énergie.

ÉnerGuide pour les maisons. Vous comptez rénover ?

Hydro-Québec offre le double de la subvention accordée par Ressources naturelles Canada aux propriétaires qui souhaitent effectuer des rénovations touchant l'isolation, l'étanchéité, la fenestration et la performance de leurs systèmes électriques de chauffage et de ventilation. 1 866 266-0008



Thermostats électroniques. Choisissez les économies.

Procurez-vous des thermostats électroniques. Plus précis, ils éliminent les écarts de température et vous assurent plus de confort, tout en vous faisant économiser jusqu'à 10% sur vos frais de chauffage. Une remise postale pouvant atteindre 130 \$ est offerte par Hydro-Québec pour l'achat et l'installation de thermostats électroniques.

Novoclimat^{MC}. Faites le bon choix.

Hydro-Québec offre une aide financière de 2 000 \$ aux acheteurs d'une maison neuve Novoclimat certifiée par l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec. www.aee.gouv.qc.ca ou 1 877 727-6655



Recherchez ce symbole :



Les électroménagers ENERGY STAR[®], des économies garanties!

Les appareils électroménagers homologués ENERGY STAR sont les plus éconergétiques de leur catégorie sur le marché. Ils consomment de 10% à 50% moins d'énergie en moyenne que les appareils ordinaires.

Les fluocompacts ENERGY STAR[®], de brillantes économies!

Les fluorescents compacts homologués ENERGY STAR consomment jusqu'à 75% moins d'énergie en moyenne que les ampoules ordinaires, et ils durent jusqu'à dix fois plus longtemps.

Minuteries extérieures. Économisez même dehors.

En reliant le système de filtration de la piscine à une minuterie, vous pouvez économiser jusqu'à 85 \$ en un seul été.

Pour contrôler l'éclairage ou les lumières de Noël à l'extérieur ou encore pour actionner le chauffe-moteur de votre véhicule – il n'a besoin de fonctionner que deux heures – une minuterie, c'est l'idéal!

Jusqu'au 31 décembre 2006, Hydro-Québec offre chez les détaillants participants une réduction de 10 \$ sur certains modèles de minuterie extérieure. Voir la liste des détaillants dans notre site Internet.

Pour en savoir plus: www.hydroquebec.com/mieuxconsommer



VOUS ET VOS DROITS

Vous vous divorcez. Le juge peut-il ordonner le partage inégal du patrimoine familial ? Si oui, dans quelles circonstances ?

Les faits :

Une femme se marie le 29 juin 1991. De ce mariage sont nés cinq enfants âgés entre cinq et onze ans au moment du jugement. Le couple a cessé de faire vie commune au mois de mars 2002. Au moment du divorce, madame demande le partage inégal du patrimoine familial. Elle soutient qu'au début du mariage, elle était la seule à subvenir aux besoins du ménage. C'est en fait elle qui a payé les études de monsieur et qui a acheté les meubles de la résidence. En ce moment, elle occupe deux emplois afin de conserver la résidence familiale. En effet, depuis la séparation, c'est elle qui a effectué tous les paiements hypothécaires. Elle ajoute que durant leur union, monsieur ne s'est jamais occupé de ses enfants et qu'il était incapable de garder un emploi. C'était madame qui devait faire les démarches pour trouver les emplois de son mari. De son côté, depuis la séparation, monsieur ne travaille pas et habite chez ses parents. Il décide aujourd'hui, à 34 ans, de faire un retour aux études de sorte qu'il ne prévoit pas avoir de revenus avant quelques années. De plus, monsieur indique qu'il a occupé plusieurs emplois durant le mariage, pour cette raison, il ne pouvait pas prendre soin de ses enfants comme le faisait son épouse. Il demande à ce que le patrimoine familial soit partagé également.

Le litige :

Est-ce que la dame peut obtenir le partage inégal du patrimoine familial ?

La décision :

Le juge ordonne le partage inégal du patrimoine familial.

Les motifs :

D'après le juge, un partage égal du patrimoine familial obligerait madame à rembourser la part qui reviendrait à son ex-époux. Dans les faits, il serait impossible pour elle de lui payer cette somme. Ceci équivaldrait essentiellement à la mettre à la rue avec ses cinq enfants. De plus, il s'agirait d'une situation injuste étant donné les sacrifices qu'elle a dû faire pour conserver la résidence familiale. En effet, après la séparation, elle a cumulé deux emplois en plus de prendre soin de ses cinq enfants. Elle n'avait pas d'autre choix car monsieur ne subvenait pas aux besoins de ces derniers. Le juge indique donc que la situation des ex-conjoints doit être évaluée dans son ensemble. Ainsi, un partage inégal pourrait être approprié si les moyens d'un époux sont limités, comme c'est le cas pour madame. Dans les faits, monsieur a décidé de retourner aux études plutôt que de subvenir aux besoins de ses enfants. De toute évidence, il est en droit de faire ce choix mais le juge estime qu'il doit en supporter les conséquences. Le juge ordonne donc le partage inégal du patrimoine familial. Madame est déclarée l'unique propriétaire de la résidence familiale et des meubles meublants.

PAR M^{me} MICHELINE PLANTE, avocate à l'aide juridique 563-6122

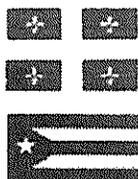
Première brigade de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba • du 22 avril au 6 mai 2006

Thème sur l'Éducation : Le peuple cubain est reconnu mondialement pour la qualité de son système d'éducation qui est entièrement gratuit et accessible à tous, à tout âge.

Principales activités : Fête du 1^{er} mai, fête internationale des travailleurs et travailleuses à la Place de la Révolution à la Havane - 2 mai : Rencontre de solidarité avec les délégations étrangères au Palais des Conventions - Projet communautaire *Patio Peligrin* dans la province de Pinard del Rio.

Programme détaillé proposé par l'ICAP (Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples) qui accueillera notre brigade

Informations : Ginette Moreau, coordonnatrice (450) 539-5201 ginette.frederic@sympatico.ca



Délégation du FSJE au FSM

Retour du voyage au Venezuela

PAR VALÉRIE PROVOST

En juin 2005, à la suite du Forum social de la jeunesse estrienne (FSJE), une délégation de quatorze jeunes a été formée pour participer au VI^e Forum social mondial (FSM), à Caracas, au Venezuela (voir « La jeunesse estrienne s'organise », *Entrée Libre*, juin 2005). Ce sont finalement neuf d'entre eux qui sont partis, en janvier dernier, après plusieurs mois de travail et de préparations.



Photo : Alexis Beaudet

Avant le commencement du FSM, l'organisation du Campement tenait régulièrement des assemblées générales, lors desquelles tous et toutes pouvaient participer. Malheureusement, cette pratique ne s'est pas poursuivie durant l'essentiel du Campement.

En plus du Forum social mondial, les membres de la délégation allaient participer au Campement de la jeunesse, qui avait lieu en parallèle. Les Campements jeunesse sont, depuis le FSM de 2003, une occasion d'appliquer concrètement, par l'expérimentation de la vie collective, des principes de démocratie directe, d'autogestion et de participation citoyenne, beaucoup discutés lors des Forums. Un Campement québécois de la jeunesse est d'ailleurs né en 2003, à la suite de l'expérience de jeunes Québécois au Campement jeunesse du Brésil.

Malheureusement, l'expérience de Caracas aura été décevante sur ce point, car le Campement tenait plus du camping que de l'expérience politique. En effet, outre les trois premiers jours, où quelques campeurs et campeuses ont mené l'initiative de tenir des assemblées générales le matin et de prendre en main les activités quotidiennes du Campement (bouffe collective, gestion des déchets, organisation des quartiers, etc.) rien ne s'est déroulé dans l'esprit habituel d'un Campement jeunesse. L'événement fut en fait plus un dortoir pour les gens partici-

pant au FSM ainsi qu'un lieu privilégié pour la fête et les rencontres informelles.

Forum social ici

Néanmoins, les membres de la délégation ont tout de même participé à des activités du FSM, tentant chaque fois de les enrichir des préoccupations émanant du FSJE. La partie la plus enrichissante du voyage fut celle passée hors du Forum. Les jeunes de l'Estrie y ont rencontré des militants et militantes d'un peu partout dans le monde et ont pu, ensemble, échanger sur les luttes menées dans leurs pays respectifs. De plus, la délégation a eu le privilège d'être en contact avec des gens du Venezuela, de vivre avec eux dans leur quotidien et, de ce fait, de se familiariser avec le climat politique particulier du pays.

Les expériences issues de ce voyage serviront à enrichir l'organisation du premier Forum social québécois (FSQ), qui se tiendra du 14 au 18 juin 2006, (selon toute probabilité, à Trois-Rivières), et du prochain Campement québécois de la jeunesse, qui pourrait avoir lieu en parallèle.

Les membres de la délégation reviennent donc avec des réflexions plein la tête et ont hâte de les partager avec la population estrienne. Surveillez les conférences et activités publiques à venir, lors desquelles vous pourrez les entendre et discuter avec eux et elles. Pour plus d'information : www.fsje.org, www.campementjeunesse.org, www.forumsocialquebec.org.

Ambiances

C'est sous le thème « Ambiances » que se déroulera la 11^e édition de l'exposition horticole annuelle des élèves de l'école professionnelle CRIFA de Coaticook. Cette année, les élèves ont mis à profit leur imagination florissante et ont créé des jardins revisités : japonais, champêtre, rustique, urbain et tropical afin de satisfaire les quelque 3000 visiteurs annuels.

Volet Aménagements paysagers : 1500 bulbes en fleurs, 200 arbres, plantes potagères médicinales, 200 plantes d'intérieur, etc.

Volet Travaux de construction : tonnelles, cascade, puits, moulin à vent, etc.

Fête des semences : Rendez-vous de grainetiers provenant de toute la province qui offriront des semences anciennes, biologiques, biodynamiques, en plus de raretés.



Centre de formation professionnelle
Centre d'éducation des adultes

Exposition horticole annuelle du CRIFA
125, rue Morgan, Coaticook
Samedi 18 mars et dimanche 19 mars
De 10 heures à 16 heures

Source : Marie-Claude David, (819) 849-9588 cell. (819) 574-6680

Entrée gratuite

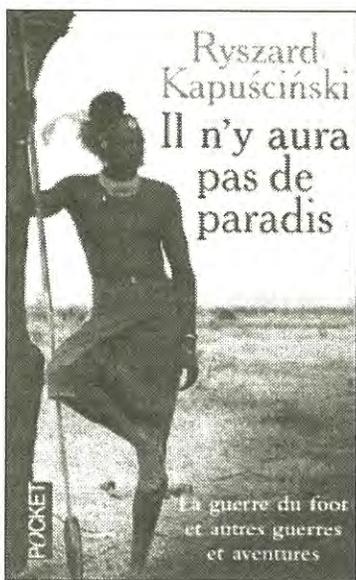
Tragédies africaines

PAR CLAUDE DOSTIE JR

De nos jours, celui ou celle qui veut en apprendre sur l'Afrique sans s'imposer d'arides lectures de travaux d'historiens est un peu pris au dépourvu. Premièrement, parce que l'Afrique, c'est une cinquantaine de pays tous plus différents les uns que les autres. Malgré ce que les panafricanistes voudraient croire, ce vaste territoire est loin d'être homogène. Cela dit, il n'en est que plus fascinant pour le mordu d'anthropologie, de politique ou d'économie.

Pour le journaliste qu'est Kapuscinski, l'Afrique, c'est une véritable passion. Celui-ci ne s'empêche pas d'ailleurs d'utiliser ce vocable - « Afrique » - qui peut paraître réducteur. Pour lui, l'âme africaine existe. Il ne se gêne pas en effet pour généraliser subtilement des traits de ces pays tropicaux qui cicatrisent tous, plus ou moins vite, les blessures de l'époque coloniale pas si lointaine.

Cela dit, les livres du journaliste polonais sont avant tout des récits palpitants d'aventures rocambolesques. On ne compte plus les fois où il aurait pu laisser sa peau en traversant une zone de guerre ou simplement le désert. On a mal partout à lire les descriptions de ses nombreuses crises de paludisme ou des effets d'une morsure de scorpion. Mais le plus fascinant est de le laisser nous expliquer en quelques paragraphes des problèmes qui ne nous sont jamais présentés aussi intelligemment, en peu de mots. Il nous offre aussi des portraits vivants de dictateurs comme Idir Amin ou de héros comme N'krumah. Il expose des scan-



dales et critique avec une sévérité désolée la luxure des despotes noirs.

Les meilleures lectures que l'on peut faire pour comprendre l'Afrique, selon Kapuscinski, sont les pièces de Shakespeare. L'histoire africaine en est une de tragédies où les rois meurent à la traître lame d'un conspirateur. Où tout bascule rapidement. « La vie y foisonne de manière luxuriante, écrit-il, mais tout finit par y pourrir. »

KAPUSCINSKI Ryszard, *Il n'y aura pas de paradis* et *Ébène*, Pocket.

Expo-sciences Bell 2006 : place aux jeunes scientifiques en finale régionale



Dans le cadre de sa 30^e exposition, le Conseil du loisir scientifique de l'Estrie, en partenariat avec le Cégep Champlain-Lennoxville et l'Université Bishop's, vous invite à ce rendez-vous de la science démystifiée et accessible pour tous.

Information : Judith Bonnard
(819) 565-5062

17-18 et 19 mars sur le campus
de l'Université Bishop's à Lennoxville

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens
de mieux s'informer !

ENTRÉE LIBRE

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

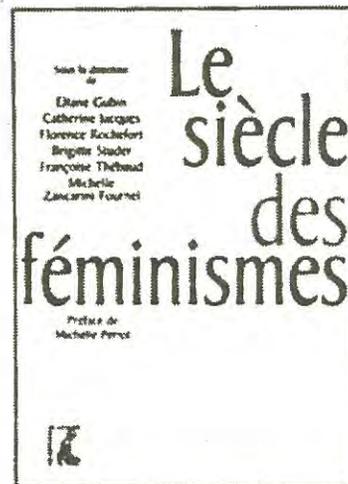
Ville : _____ Téléphone : _____

La révolution féministe

En 1949, dans *Le deuxième sexe*, Simone de Beauvoir écrivait : « Toute l'histoire des femmes a été faite par des hommes. » Force est de constater que depuis, elles ont été nombreuses à faire et à écrire cette histoire, résultat de luttes menées sur tous les fronts.

Dans *Le siècle des féminismes*, 27 universitaires de dix nationalités différentes, dont les Québécoises Micheline Dumont et Andrée Lévesque, tentent de dresser le bilan d'un mouvement des femmes qui a traversé le XX^e siècle en entier. Féminismes, en effet, car ce mouvement aura essaimé dans tous les domaines, composé avec la diversité des points de vue et des expériences, et trouvé à s'inscrire dans toutes les cultures du monde. À cet égard, Azadeh Kian-Thiébaud nous rappelle, dans « Les mouvements d'émancipation des femmes en Iran », l'existence

d'un mouvement de femmes dès le début du XX^e siècle dans ce pays. Cet article appartient du reste à un chapitre fort stimulant (« Quels féminismes hors Occident ? ») qui traite de la vigueur du mouvement dans certaines régions du Sud, là où les femmes ont encore à conquérir plusieurs droits et à mener des luttes attestant à elles seules de la pertinence, aujourd'hui, des féminismes. Il convient également de souligner la partie traitant de « La critique féministe », où est mise en évidence l'influence du féminisme sur les savoirs, les sciences, la culture, et même la pratique des religions, puisque celles-ci ont été interrogées par les femmes. Mais en fait, c'est l'ensemble de l'ouvrage qui s'avère des plus intéressants tant le bilan proposé est exhaustif, et à l'évidence chacune - et chacun - y trouvera son compte.



En somme, les 27 auteurs (dont un homme) ont réussi le difficile pari de présenter, sans complaisance et sans passer outre aux débats ni aux contradictions, un mouvement qui a changé la face du dernier siècle.

COLLECTIF, *Le siècle des féminismes*.
Les Éditions de l'Atelier, 2004, 464 p.

Source : *La Gazette des femmes*, janv.-févr. 2006, Vol. 27, n° 4, chronique
Bouquins, Francine Bordelau page 36

Autodétermination : une Caravane solidaire de passage à Sherbrooke



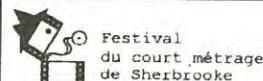
Argent du Nord / Terres du Sud
WWW.CCDHAL.ORG

Le 6 avril prochain, à 19 heures, quatre femmes de Colombie, d'Équateur, de Bolivie et du Pérou, seront de passage au Tremplin 16-30, 113, rue Wellington Sud, afin de parler des luttes qu'elles mènent dans leur pays respectif pour le contrôle de leur moyen de subsistance, la nature.

Que ce soit en s'opposant au projet d'exploitation minière d'une compagnie canadienne qui menaçait de les expulser de leurs terres au Pérou ; en se solidarissant contre les activités de paramilitaires au service de l'agro-business en Colombie ; en réclamant leur droit collectif à la terre en Bolivie ; ou contre des projets pétroliers en Équateur ; ces femmes en ont long à dire sur la globalisation.

Cette rencontre est organisée par le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine (CCDHAL), le SUCO, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), le théâtre Vichama ainsi que les organismes estriens la TROVEPE, le Carrefour de solidarité internationale (CSI) et Développement et Paix Estrie.

Venez les entendre ou vous
solidariser avec elles !



Festival
du court métrage
de Sherbrooke

FCMS IX : animations, fictions et vidéoclips recherchés

À l'occasion de sa 9^e édition qui se tiendra en septembre 2006, le Festival du court métrage de Sherbrooke invite réalisateurs et producteurs à soumettre au festival, de courts métrages de fiction, des vidéoclips racontant une histoire ou mettant en scène des univers fantastiques ainsi que des animations de fiction. Le formulaire de participation est disponible à <http://www.fcms.ca/fr/participer.php>

La date limite de participation est le 2 juin 2006. À l'exception des frais postaux, toutes les soumissions sont gratuites et il n'y a aucune limite quand à leur nombre.

Informations : Guillaume Houde, directeur des communications
(819) 569-0585
FCMS info@fcms.ca